

Normalisation de la Guerre et Culture de la Paix

Olga Rodríguez-Francisco

Permettez-moi de m'attarder sur la poursuite du massacre à Gaza, en raison de son importance, des conséquences qu'il a déjà sur la normalisation de l'impunité, qui affaiblit cet échafaudage, le droit international, les organes chargés de surveiller et de protéger les droits de l'homme sans faire deux poids, deux mesures. Dans de nombreuses régions du soi-disant premier monde, la souffrance des otages israéliens et de leurs familles est comprise, comme il se doit, mais pas la situation des autres : la population palestinienne est déshumanisée, méprisée, présentée comme une masse que l'on peut tuer. Nous sommes confrontés à plusieurs phénomènes sans précédent :

- Pour la première fois, nous assistons en temps réel à un massacre à grande échelle, à des crimes de guerre quotidiens. Srebrenica et tant d'autres barbaries, nous les avons apprises après coup, des jours, des semaines, voire des mois plus tard. Nous y assistons en temps réel, de n'importe où dans le monde.

- Pour la première fois, la presse internationale ne peut se rendre sur le terrain, Israël et l'Égypte interdisant l'accès aux journalistes. Nous ne savons ce qui se passe que par les journalistes locaux, qui vivent à Gaza, et par les personnes qui souffrent, qui ont des réseaux sociaux. Nos professeurs ont couvert la Seconde Guerre mondiale sur le terrain, le Viêt Nam, l'Amérique latine, l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie. Les journalistes de ma génération ont couvert les guerres en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, etc. Il est important pour un pays que ses voix soient vues, racontées, transmises. Il est pertinent de se demander : s'il y avait des journalistes européens sur le terrain, comptant les massacres quotidiens, aurions-nous atteint le onzième mois de massacre ?

- Bien qu'une grande partie des faits soient connus en temps réel, l'envoi d'armes et le soutien politique et diplomatique se poursuivent, permettant au massacre et à la violation du droit international de continuer.

- Il y a d'autres aspects nouveaux : des actions sans précédent dans les tribunaux internationaux pour tenter de protéger le droit international face à l'impunité, une augmentation du pouvoir des voix juives pour la paix qui disent *non en mon nom*, et une plus grande prise de conscience mondiale de l'existence d'une occupation illégale et d'un système d'apartheid à l'encontre de la population palestinienne.

Lors de la dernière cérémonie des Oscars, le réalisateur du film *"Zone d'intérêt"*, lauréat cette année du prix du meilleur film international, le juif britannique Jonathan Glazer, a déclaré, en acceptant son prix : *"Je refuse que ma judéité soit détournée par l'occupation"*.

Dans le film *"Zone d'intérêt"*, un commandant nazi prend possession d'un manoir situé à proximité d'un grand camp de concentration. Il s'y installe avec sa famille et y construit sa zone d'intérêt, sa zone de confort, en faisant comme si le génocide qui se déroule à quelques mètres d'eux n'existait pas. Le génocide est entendu tout au long du film - par des bruits, des cris, des explosions - mais il n'est pas vu. C'est un simple bruit de fond, un fond sonore ambiant, au milieu d'une vie apparemment normale, comme si cette barbarie n'avait pas lieu.

C'est à cette idée que se réfère la penseuse juive canadienne Naomi Klein lorsqu'elle parle de génocide environnemental pour faire référence au massacre de Gaza, à ces crimes que nous sommes censés normaliser comme s'ils n'étaient qu'un simple bruit de fond, un son ambiant.

De nombreuses voix juives à travers le monde s'expriment en faveur de la paix et des droits de l'homme pour tous, sachant que plus jamais ça ne doit être plus jamais ça pour tous, sans exclusion. Des penseurs et des artistes juifs tels que Masha Gessen, Judith Butler, Nancy Fraser, Yuval Abraham ou Jonathan Glazer lui-même, parmi beaucoup d'autres, ont été qualifiés d'antisémites pour avoir défendu les droits de l'homme pour tous et pour avoir dénoncé toutes les violations du droit international. Cette dénaturation des discours de paix a même été appliquée aux membres des Nations Unies et des deux tribunaux internationaux de La Haye, ce qui nuit à la défense des droits de l'homme de la population palestinienne, de tous en général, et nuit aussi à quelque chose de très nécessaire et essentiel : la lutte contre l'antisémitisme.

Les manifestations contre le cessez-le-feu ou l'embargo sur les armes sont également dénaturées, stigmatisées et persécutées. Le rapporteur des Nations unies pour la liberté d'expression, Irene Khan, a lancé un avertissement : *"la crise à Gaza, a-t-elle déclaré, est déjà en train de devenir une crise majeure de la liberté d'expression et de protestation qui aura des conséquences à moyen et à long terme"*.

Le reporter polonais Ryszard Kapuscinski, que j'ai eu le plaisir de connaître, a écrit qu'il faut toujours être avec ceux qui souffrent. Dans son livre *One More Day Alive*, où il raconte son expérience de correspondant pendant la guerre d'Angola, il consacre quelques lignes à une

octogénaire qui, jour après jour, qu'il pleuve, qu'il tonne ou qu'il bombarde, sortait avec son panier plein de pain pour le distribuer à la population. Le major Farrusco, acculé dans sa caserne, dit d'elle : *"Elle a quatre-vingts ans, elle fait du pain. Elle le fait depuis plus de soixante ans et elle ne veut pas partir. Elle n'est ni avec nous, ni avec eux. C'est une partisane de la vie. La vie et le pain. Et c'est suffisant, plus que suffisant"*.

Cette femme représente la majorité des personnes qui souffrent de la violence et qui tentent de s'en sortir : des personnes qui soutiennent la vie. Des femmes comme la boulangère angolaise existent dans toutes les guerres. Je les ai vues à Bagdad, ravagée par l'opération *Shock and Awe* de Bush, en Afghanistan, brisée par des décennies de violence, en Libye, transformée en poudrière, dans les territoires palestiniens occupés, au Yémen, en Syrie, au Liban, et même dans une Égypte sans conflit armé, mais écrasée par l'oppression.

La guerre est ce lieu où les mères enterrent leurs enfants. Là où les gens perdent à jamais la paix, même s'ils survivent aux bombes, là où les gens disparaissent sans laisser de traces et où la mémoire est le seul salut. C'est l'endroit où tout être humain un tant soit peu décent se rend compte que, comme l'a écrit Kapuscinski, "ce qui compte, c'est de sauver des vies".

Dans le film *One More Day Alive*, inspiré du livre du reporter polonais, le journaliste angolais Artur Queiroz, toujours vivant, ami de Kapuscinski, déclare : "Nous avons gagné cette bataille pour l'indépendance, mais tous mes idéaux ont été détruits en cours de route.

On peut se demander s'il existe une guerre qui ne laisse pas un goût amer, une guerre qui puisse être considérée comme un accomplissement satisfaisant par quelqu'un de sain d'esprit. J'ai vu des bombes tomber sur des quartiers entiers, tandis qu'à deux rues de là, des enfants tentaient de se rendre à l'école pour ne pas manquer la classe, tandis que des hommes et des femmes attendaient avec espoir le bus municipal qui les emmènerait sur leur lieu de travail, à leur domicile ou chez des proches.

J'ai vu des enfants tués par des bombes lors de l'invasion de l'Irak en 2003, des femmes au visage brûlé par des hommes en charge en Afghanistan avant et après 2001, des réfugiés qui ont tout perdu au Soudan, en Libye, sur les routes de fuite, j'ai vu des jeunes gens abattus dans les territoires palestiniens, des filles se lever à l'aube dans l'espoir d'être autorisées à franchir les points de contrôle qui les séparent de leurs écoles en Cisjordanie, des familles qui aspirent à la paix et aux droits dans tant d'endroits sur la planète.....

Les guerres ne sont jamais gagnées par les peuples. Elles sont gagnées par les magnats qui s'enrichissent grâce à elles, les entreprises d'armement, qui cherchent à faire carrière au prix de la vie d'autrui. Et ils le font, entre autres, par le biais de ce que la penseuse Susan Sontag a appelé "la soif du public pour les bombardements de masse".

Certains définissent les stratégies et les gens fournissent les morts.

J'ai dit précédemment que l'échafaudage construit après la Seconde Guerre mondiale, fondé sur la défense des droits de l'homme et du droit international en tant qu'outils de préservation de la paix, risque de s'effondrer.

Après la barbarie commise par le nazisme, les bases ont été jetées pour le développement des Nations unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un texte qui devrait être la colonne vertébrale des politiques européennes et des programmes éducatifs actuels dans les écoles et les instituts. Cependant, ces principes ne sont trop souvent que de l'encre sur du papier. L'impunité est en marche et les discours de haine sont normalisés sur de trop nombreux plateaux de télévision.

La banalité du mal, théorisée par la philosophe juive allemande Hannah Arendt, est normalisée par les plus hautes sphères du pouvoir mondial, même dans la manière dont les bourreaux sont excusés et les victimes blâmées. Dans son livre *Eichmann à Jérusalem*, la philosophe juive décrit le processus par lequel les auteurs de crimes s'exonèrent de toute responsabilité, en se conformant aux ordres et aux procédures bureaucratiques, et en confiant à leurs victimes la capacité de faire d'elles les exécutants de ce qu'elles ne veulent pas faire, mais qu'elles sont forcées de faire. Par ce processus, le bourreau se présente comme quelqu'un qui ne souhaite pas commettre le crime, mais qui est forcé de le faire par l'insistance obstinée des victimes non seulement à exister, mais même à être - c'est-à-dire à avoir des droits, une identité, une mémoire, une justice, une liberté.

Albert Camus a écrit que toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme. Le mépris est le prélude à la déshumanisation, ce processus par lequel une personne est dépouillée de son nom, de son identité, de ses droits, réduite à son seul corps, comme l'a expliqué Hannah Arendt.

L'accent ne doit pas être mis uniquement sur le Soudan, le Congo, le Moyen-Orient, l'Ukraine, etc. Dans ce que l'on appelle le premier monde, il y a des personnes dépouillées de leur identité, de leurs droits et même de leur nom, réduites à un numéro, racontées et considérées comme une simple masse. Cela se produit à travers des mécanismes normalisés, à travers les guerres les plus invisibles : les guerres de frontières.

Les frontières sont externalisées pour que les migrants meurent loin de nos territoires et de nos consciences, à travers le commerce de la guerre et de la répression, avec le traçage de routes plus dangereuses qui sont comme de lugubres gymkhanas, où meurent de nombreuses personnes fuyant les guerres et la pauvreté. On assiste à une classification de plus en plus perverse des personnes, en évaluant leur degré d'utilité et, sur cette base, en déterminant dans quelle mesure elles peuvent être considérées comme humaines, qui mérite d'avoir tous les droits, qui n'en a que quelques-uns, qui doit être condamné à vivre dans la clandestinité, dans le néant, à être un cadavre.

Il est nécessaire de réfléchir à la communication, au langage, aux mots, à la vérité et au mensonge, à la réalité et à la fiction, à l'expérience et à l'absence d'expérience. Hannah Arendt expliquait que *"le sujet idéal pour un gouvernement totalitaire" est "l'individu pour qui la distinction entre fait et fiction (c'est-à-dire la réalité de l'expérience) et la distinction entre vrai et faux (c'est-à-dire les normes de la pensée) ont cessé d'exister"*. Lorsque, dans un débat public, la réalité, les faits, sont considérés comme discutables, la frontière avec la fiction peut devenir floue. Lorsque les limites de notre présent sont détournées des espaces journalistiques, le débat est réduit à un simple divertissement, exempté de ses conséquences.

Sur les confortables oreillers du privilège, la réalité est réduite à une simple théorie, à un jeu inoffensif, à une banalité : il n'y a pas de lien avec les conséquences des actes, avec les corps affectés, avec les effets de l'indifférence. Du point de vue du privilège, toute dénonciation semble exagérée. Les victimes ne sont que des numéros sans nom et sans visage, la pauvreté n'est qu'un mot. Le changement climatique, l'épuisement des ressources naturelles, les droits de l'homme ou les migrations sont débattus comme s'il s'agissait d'abstractions sans résultats concrets dans lesquels l'interlocuteur peut défendre une position ou l'inverse, comme dans un jeu vidéo où l'on choisit son camp. Il n'y a pas de parcours de connaissance ou d'expérience qui traverse le chemin de la cause à la conséquence.

Répondre au pourquoi est ce qui distingue le journalisme d'un jeu d'enfant. Toutes les questions

fondamentales auxquelles il faut répondre pour produire une information - quoi, qui, quand, où, comment - sont incomplètes sans le pourquoi. Le pourquoi apporte au destinataire la compréhension, le contexte, les indices, la profondeur. Il en va de même pour les connaissances sociologiques, philosophiques, politiques ou historiques.

Le pourquoi nous oblige à analyser tous les facteurs qui affectent notre présent, les questions qui nous touchent et que tout historien du futur soulignerait pour définir notre présent. Il n'est pas possible d'enquêter sur le pourquoi et le comment, ni d'y répondre, sans la volonté d'être honnête, sans la parole, sans l'engagement de contraster et de comprendre, afin d'expliquer, de pouvoir parler. Il n'y a pas de communauté humaine qui n'ait pas besoin d'une grande conversation, parce que dans le processus de communication il y a une acceptation de l'autre, de l'altérité, éthiquement et métaphysiquement. Comme l'a souligné le philosophe Martin Buber, utiliser le langage pour s'adresser aux autres est un processus d'amour.

Le récit, l'histoire, ce dont nous parlons, la manière dont nous racontons ce qui se passe, conditionnent le monde. *"Nous sommes les mots que nous utilisons"*, disait José Saramago, conscient de l'importance du vocabulaire. *"Les guerres commencent toujours bien avant le premier coup de feu, elles commencent par un changement de vocabulaire dans les médias"*, a déclaré le journaliste polonais Kapuściński. La réalité est façonnée par les définitions.

L'historien et auteur de *Sapiens*, Yuval Noah Harari, l'exprime ainsi : *"Le relat dans lequel nous croyons configure la société que nous construisons"*. Les mots construisent, nous construisent et nous conduisent à l'action. Ils peuvent aussi détruire. Et ils souffrent : manipulation et appropriation. Dans l'une des gravures de Francisco de Goya représentant l'Inquisition, un homme torturé apparaît, et sous cette légende : *"Pour avoir bougé la langue d'une autre manière"*. Il est encore difficile de bouger la langue différemment dans trop d'endroits, dans trop d'espaces.

C'est en communiquant avec les autres que nous construisons notre propre moi, qui est le résultat du processus. Nous ne sommes pas si nous ne nous exprimons pas, si nous ne parlons pas, si nous ne négocions pas. Comme l'a affirmé Walter Benjamin, la communication est un processus d'incubation de l'expérience par lequel certains messages nous transfèrent dans leur dimension de la réalité.

Il est difficile d'imaginer quelque chose si ce n'est pas nommé, de comprendre une réalité si elle n'est pas racontée, de connaître un objet s'il n'a pas de mot désigné, d'expliquer et de nous expliquer

sans représentation préalable. Dans ce présent qui tend vers la dystopie, nous avons besoin de mots précis qui nomment des scénarios d'espoir, des histoires qui conçoivent d'autres mondes possibles, plus humains, plus décents, car ce qui n'est pas imaginé au préalable peut difficilement être créé. Quelle est la marge de manœuvre d'une société ? La capacité d'action et de gestion est sans aucun doute très limitée, mais il est toujours possible de faire quelque chose, à commencer par l'utilisation de la parole. On peut toujours bouger la langue autrement, pour dénoncer, pour s'insurger, pour pointer les blocages.

Il est possible d'élargir notre regard et de visualiser des avenir non-dystopiques afin d'éviter les prophéties auto-réalisatrices. Même dans le présent le plus désespéré, "nous avons toujours le pouvoir de refuser notre consentement", comme l'a écrit Primo Levi.

En ce 2024, nous avons encore le pouvoir de défendre la décence, d'appeler à l'aide, de dénoncer l'injustice, de nommer l'espoir, de défendre la mémoire, de ne pas pervertir les mots, de préserver la vérité, de remettre en question la guerre, de défendre la paix. Protéger le feu que Prométhée a pris aux dieux et donné aux hommes, risquant la punition de Zeus, refusant de satisfaire les seigneurs de l'Olympe.

Permettez-moi une dernière chose. En dehors de la bulle qui normalise la guerre et ridiculise la paix, il existe un monde de grande dimension qui a de la mémoire, qui se souvient de l'histoire récente, qui comprend bien mieux que nous tous ici réunis la dynamique des pouvoirs de la planète. J'ai rencontré des vieilles femmes dans des villages perdus, dans des pays perdus, qui connaissent mieux la géopolitique et les relations internationales que n'importe quel Européen moyen. Savez-vous pourquoi ? Parce que la géopolitique est écrite sur leur propre corps. Sur leur propre peau.

À Bagdad, avant l'invasion américaine de 2003, les journalistes travaillaient jour et nuit. Le soir, après avoir recueilli des informations et envoyé nos reportages, nous nous réunissions dans une salle de l'hôtel Al Rashid pour partager nos impressions, émettre des hypothèses sur l'avenir immédiat et échanger des idées et des plans sur les risques éventuels à venir.

Lors d'une de ces soirées, alors que des correspondants de diverses nationalités dansaient pour relâcher la tension et que d'autres avouaient, à mon grand étonnement, leur soif de guerre et d'action", j'ai pensé que la nouvelle la plus spectaculaire que nous pourrions rapporter ne serait pas celle d'un bombardement, mais celle du triomphe du bon sens et de la négociation. Qu'au lieu d'être des reporters de guerre dans cette ville irakienne au ciel presque infini, nous pourrions dire que la

guerre a été évitée et agir ainsi comme des correspondants de paix. J'ai partagé cette pensée avec un collègue journaliste qui voulait la rêver avec moi.

Quelques jours plus tard, les sirènes nous ont réveillés au petit matin et les premiers bombardements ont secoué notre sol. Pendant des semaines, nous avons raconté la guerre, les morts, les blessés, la peur, la douleur du peuple, l'assassinat de deux confrères, l'effondrement du pays, le chaos. Vingt et un ans ont passé depuis, mais je garde une belle amitié avec ce journaliste. Et aujourd'hui encore, lorsque nous nous voyons, nous trinquons à cette aspiration à la paix partagée lors d'une soirée dans un Bagdad d'avant l'enfer.

Je veux toujours aborder tous les conflits avec le désir d'être un correspondant de paix et non de guerre. Cela demande un effort collectif.

Il faut concevoir une société qui, dès la plus tendre enfance, reçoive une éducation à la culture des droits de l'homme et de la paix, qui nous apprenne à voir l'autre comme un être humain, parce qu'en observant ce que nous appelons l'altérité, nous pouvons beaucoup mieux savoir qui nous sommes, ce que nous sommes et où nous sommes. C'est ce que les mots nous aident à faire, et c'est ce que nous avons. Rien de plus, rien de moins.

Merci, salam, shalom, paix, peace, pace, mir, irin, paz.

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)